

THE
CARTER CENTER



LE CENTRE CARTER

Répondre au contexte changeant de l'extrémisme violent : approches pratiques de transformation des conflits et de réhabilitation

Du 25 au 27 janvier 2019

Sommaire exécutif

La dynamique de l'extrémisme violent ne cesse d'évoluer. Malgré la perte territoriale de Daesh en Irak et en Syrie, l'extrémisme violent continue de se propager. Daesh et des groupes similaires continuent de recruter et d'alimenter les conflits civils au Mali, en Somalie, en Indonésie et ailleurs. Malheureusement, les efforts qui visent à élaborer des programmes de réhabilitation et de réinsertion sont inexistantes ou sévèrement entravés par un environnement hyper sécurisé. Les mesures de sécurité répressives ont nourri l'islamophobie et fortifié l'extrême droite en Europe et aux Etats-Unis. La menace d'extrémisme violent émanant de groupes affiliés à Daesh et al-Qaïda et d'extrémistes de droite en Occident nécessite une réponse multidimensionnelle et durable.

Pour répondre à ces défis, le Centre Carter a organisé son troisième atelier réitératif avec des chefs religieux et communautaires du 25 au 27 janvier 2019. Parmi les participants figuraient des praticiens de tous horizons idéologiques et politiques qui jouissent d'une certaine crédibilité et d'un capital social leur permettant d'influer sur leurs communautés au Maroc, en Tunisie, en Belgique, en France et aux États-Unis. L'atelier a abordé quatre thèmes principaux : a) le contexte changeant de l'extrémisme violent; b) les approches pratiques de la transformation des conflits et des négociations; c) les approches de réinsertion et de réhabilitation fondées sur les droits; et d) le paysage juridique des poursuites pour terrorisme.

Le contexte changeant de l'extrémisme violent

Houda Abadi, directrice adjointe du Programme de résolution des conflits du Centre Carter, a inauguré l'atelier en dressant une cartographie des menaces actuelles à la paix et à la sécurité et en mettant l'accent sur les mesures préventives qui permettent de traiter les causes fondamentales de

l'extrémisme violent. Il est à noter que les insurrections et les attaques terroristes se multiplient dans les États faillis et fragiles, que les attaques commises par des suprémacistes blancs aux États-Unis restent plus nombreuses que les attaques perpétrées par des groupes inspirés par Daesh ou Al-Qaïda et que l'on retrouve souvent des discours de pureté raciale ou religieuse et des formes de masculinité toxiques en ligne et dans les discours publics. En même temps, les normes démocratiques s'érodent aux États-Unis et à l'étranger, l'état de droit est menacé et l'espace politique est en train de se refermer. Avec la sécurisation et la politisation du terrorisme, les lois d'état d'urgence et les états d'exception sont devenus la nouvelle norme.

Ces problèmes sont mondiaux, mais exigent désespérément des solutions localisées et adaptées aux différents contextes de manière à renforcer la cohésion sociale, accroître l'égalité et consolider le contrat social. Le principal problème est le rôle que joue la masculinité toxique dans le recrutement d'extrémistes et la manière dont ces mentalités peuvent être bousculées au niveau communautaire. Les participants tunisiens et français ont tous deux affirmé que la masculinité toxique était liée au pouvoir et avait une incidence sur leur propre travail lorsque, comme l'a dit un chercheur tunisien, « la biologie et la société sont confondues » et que les femmes ne parviennent pas à occuper des postes de direction. La cohorte marocaine a souligné la nécessité de redéfinir la masculinité au Maroc, et une activiste américaine a appelé à un retour à la « masculinité prophétique » qu'elle décrit comme magnanime, courageuse et protectrice sans être en quête de pouvoir. La discussion a aussi porté sur les modes participatifs de résistance esthétique non violente qui peuvent éveiller la conscience sociale et renforcer la solidarité pour la justice sociale. Ainsi, les approches non sécuritaires de prévention de l'extrémisme violent sont au cœur de la méthodologie du Centre Carter et du travail local de nos partenaires.

Résolution des conflits pour les chefs locaux

Un élément clé du travail de prévention de l'extrémisme violent du Centre Carter est de doter les chefs locaux de compétences en matière de résolution de conflits et de négociation, ce qui leur permet de traiter les griefs locaux qui alimentent l'extrémisme violent. Anthony Wanis-St. John, professeur de résolution des conflits à l'American University, a proposé aux participants un cadre de réflexion sur l'extrémisme violent sous l'angle de la transformation des conflits. Wanis-St. John a souligné que, malgré le discours actuel, l'extrémisme violent - « la violence organisée pour des raisons politiques, ethniques, religieuses ou idéologiques » - n'est pas un phénomène nouveau. Les solutions communautaires doivent être axées sur l'édification de sociétés inclusives, ce qui oblige les communautés à trouver leur voix, à former des coalitions et à défendre efficacement leurs droits et leurs représentations. Au cours des discussions qui ont suivi, les participants ont été plus particulièrement intéressés par les questions de légitimité et de différence - comment parler avec l'autre partie lorsque les différences sont fondamentales. Wanis-St. John a rappelé aux participants que considérer le discours de certains comme légitime ne signifie pas que vous êtes d'accord avec

leur position. Et dans les cas où la légitimité serait en jeu, il est possible d'engager des discussions calmes et informelles.

Dans le cadre d'un apprentissage expérientiel, Wanis-St. John a dirigé une étude de cas simulée en divisant les participants en partis opposés et en les invitant à négocier une question de justice politique. Chaque participant s'est vu attribuer un rôle et une série de priorités à respecter. Les participants ont eu du mal à définir un programme de négociation, mais le travail interactif consistant à déterminer les alliés potentiels et à former des coalitions leur a permis de mettre en pratique les compétences qu'ils ont acquises.

Aspects juridiques et psychosociaux de la réhabilitation

Le réseau croissant de praticiens du programme de prévention de l'extrémisme violent du Centre est en train d'élaborer des stratégies de prévention au niveau communautaire ; toutefois, depuis le début, les participants ont principalement été préoccupés par la gestion des conséquences de « l'Etat » éphémère de Daesh. Cela implique, entre autres, de trouver des moyens d'aider les milliers de combattants étrangers et leurs familles dans les prisons et les camps des Forces démocratiques syriennes dans le nord-est de la Syrie, ceux qui sont rentrés chez eux et ont besoin d'être réhabilités et réinsérés, et ceux qui ont été arrêtés au début de la guerre civile syrienne pour avoir tenté de voyager. Les chefs religieux et communautaires ont un besoin pressant et croissant de développer les connaissances et les compétences qui les aident à traiter ces questions.

Pour combler cette lacune, un avocat belge spécialiste des affaires de terrorisme a exposé aux participants le profil complexe des combattants de retour et l'état de leurs poursuites en Europe. Il a fait valoir que les combattants étrangers en Belgique n'avaient pas de profil unique, un fait confirmé par les participants venus de France, de Tunisie et du Maroc qui traitent ces cas. L'avocat a indiqué que les jeunes avec qui il avait travaillé étaient motivés par les offres de Daesh et des autres groupes. Dans un quartier pauvre de Paris ou de Bruxelles, dans un petit studio, il n'existe « aucune vision ou perspective ». Il a poursuivi : « [Ils subissent] au moins 15 ans de maltraitance dans la vraie vie et les médias. On leur dit que vous n'êtes rien et ne serez rien. [Puis], on leur propose de faire partie d'un projet révolutionnaire qui leur permettra de sauver tout un peuple ! Au lieu de combattre les djihadistes, nous ferions mieux de cesser de les créer ».

L'avocat a expliqué que, compte tenu du climat de peur générale du terrorisme en Europe, la proportion et l'agressivité des poursuites pour terrorisme ont considérablement augmenté après l'émergence de Daesh et les attaques terroristes en Europe en 2015-16. L'angoisse du public suscitée par ces attaques a créé un environnement toxique ; les éléments qui définissent la radicalisation en France sont trop simplistes. Ainsi, une barbe, un vêtement ou même une prière deviennent des indicateurs d'extrémisme violent pour les services de sécurité. Les poursuites liées au terrorisme sont politisées et se déroulent dans un contexte tellement émotif que « les exceptions légales sont normalisées » et que « des actes non pertinents » sont considérés comme des preuves.

Par exemple, dans les affaires de terrorisme, le débat juridique « peut entraîner des querelles inconcevables sur le degré de ferveur de la personne ou son niveau de connaissances religieuses », etc., pour déterminer si un acte (un meurtre, par exemple) est terroriste ou s'il peut être jugé comme tel. Un participant a souligné que ce point de vue existe depuis longtemps en France, et l'a qualifié de « gestion coloniale de l'islam », ajoutant que la nationalité d'un individu musulman est toujours remise en question.

Zohra Harrach Ndiaye, directrice du projet de prévention de la radicalisation en France, a présenté une perspective complémentaire en discutant de son travail de réhabilitation de jeunes qui ont été séduits par des extrémistes violents. Son organisation a travaillé avec plus de 100 enfants au cours des années précédentes. Elle a indiqué qu'une interaction complexe de facteurs sociaux, économiques et psychologiques entraîne l'extrémisme violent. Ndiaye a affirmé que, selon son expérience, il existe une trajectoire de radicalisation violente qui commence avec des parents absents et distants ; un héritage perdu ou mythifié ; une série de traumatismes ou d'agressions ; une renaissance en nouvelle identité ; un rattachement à la religion ; ou une conversion ; une marginalisation ; une humiliation ; une désaffection ; et en fin de compte, de la violence. Toutefois, cette trajectoire est fluide et complexe. Ndiaye a parlé d'une fille issue d'une famille violente sans ressource qui a trouvé refuge en se convertissant à une branche conservatrice de l'Islam. Sa nouvelle identité lui a donné la force de mettre fin aux abus de son père, mais a également suscité les inquiétudes de ses professeurs quant à sa possible radicalisation et les moqueries de ses camarades. Elle a été marginalisée et seule, a éveillé des soupçons et a été visée pour ce qui, justement, lui a donné de la force. Elle était également vulnérable. Elle a été prise pour cible par des extrémistes impliqués dans la guerre civile syrienne. Elle a ensuite été recrutée et finalement arrêtée avant de pouvoir voyager. Dans ce cas, c'est le climat de sécurisation qui entoure la « radicalisation » en France qui a poussé la jeune fille à sombrer dans l'extrémisme violent.

Ndiaye a noté que la société n'a pas réussi à rendre justice aux plus vulnérables et a continué d'échouer, même en tentant de traiter les retombées de l'échec initial. Les critiques et les raisons avancées par ces jeunes pour justifier leur départ en Syrie ou leur radicalisation sont légitimes. Leurs griefs sont réels. Nous devons les écouter et répondre à ces critiques. Ndiaye a noté que souvent, « c'est la société qui doit être réhabilitée aux yeux de cette jeunesse musulmane française ». Des participants de l'Afrique du Nord ont exprimé des sentiments similaires. Un participant marocain a indiqué qu'une vraie réhabilitation s'avère impossible pour la société civile et les chefs religieux – la sécurisation agressive et les lois antiterroristes qui ont une portée large rendent dangereux toute discussion sur la réhabilitation et tout contact avec des personnes radicalisées. Un imam tunisien a noté que la stigmatisation qui semble faciliter la radicalisation en Europe existe aussi en Tunisie contre les communautés conservatrices et salafistes. De son côté, un travailleur social tunisien a prôné de meilleures relations communautaires avec la police locale pour réduire en quelque sorte ce sentiment de méfiance. Les participants ont convenu que les interventions efficaces devaient aller au-delà des approches étatiques de radicalisation qui violent

les libertés civiles et que les efforts de réhabilitation devaient inclure la réforme des institutions - prisons, écoles, systèmes de services sociaux - de manière à ce que les opprimés soient traités avec humanité. Quel que soit le pays ou le contexte, l'humiliation, l'exclusion et l'aliénation sont les germes de la radicalisation violente. Ces germes n'éclosent pas toujours, mais l'édification de sociétés inclusives est la seule mesure de prévention fiable.

Conclusions

Le travail des chefs religieux et communautaires est essentiel à l'établissement d'une paix durable et à la prévention de l'extrémisme violent. Les praticiens participant aux ateliers de prévention de l'extrémisme violent du Centre Carter ont indiqué dans des sondages post-ateliers que ces formations leur ont permis d'accroître leurs compétences dans le domaine des médias et de la communication, de renforcer leur confiance en eux tout en les incitant à lancer de nouveaux projets et à œuvrer pour un changement dans leurs communautés. Certains projets ont été exécutés et connaissent déjà un succès. Par exemple, la cohorte belge a développé un projet axé sur la formation des jeunes à l'engagement civique et aux droits de l'Homme. L'objectif du modèle de formation des formateurs est de renforcer les capacités de 1 000 animateurs de jeunesse et de les former à la consolidation de la paix dans trois régions de Belgique qui, le plus souvent, font face à l'extrémisme violent. La cohorte marocaine vient de terminer sa première formation avec les jeunes sur l'initiation aux médias et l'engagement civique. A l'instar du projet belge, l'objectif est d'encourager la créativité et le sens de l'innovation des jeunes afin d'en faire des agents de changement positifs.

Avec l'aide et le soutien de l'expert en conception, en suivi et en évaluation du Centre Carter, les participants de la nouvelle cohorte peaufineront leurs projets et leur stratégie de mise en œuvre lors de leur quatrième et dernier atelier.

En outre, les participants ont souvent souligné l'importance de créer et d'entretenir un réseau de pratiques pour leur travail. Par exemple, après le deuxième atelier, un jeune imam de Tunis s'est rendu en Belgique et en France pour rencontrer indépendamment d'autres membres de la cohorte, s'enquérir de leurs projets et apprendre ce qu'ils font. Les participants de la cohorte actuelle planifient de réaliser des documentaires et des podcasts, de mobiliser des jeunes, de former des imams et d'organiser des campagnes dans les médias sociaux.

Les participants ont demandé au Centre de poursuivre son engagement et ont manifesté leur impatience de rencontrer la première cohorte des chefs religieux et communautaires et d'en tirer des leçons. La réhabilitation et la réinsertion des combattants de retour, des femmes, et en particulier des enfants, ainsi que les approches fondées sur les droits pour le rapatriement des personnes bloquées en Syrie ont constitué des questions d'importance majeure pour les experts et les participants. Tous ont encouragé le Centre Carter à jouer un rôle plus actif dans ces questions,

saluant la réputation du Centre en matière de médiation intègre et sa capacité à servir de lien entre le gouvernement et les communautés locales.

Le Centre Carter
One Copenhill
453 Freedom Parkway
Atlanta, Géorgie 30307



www.cartercenter.org